

Historique MÉPAL 1986-2016 :

Trois décennies d'ÉPA et de Lutttes

Les origines

C'est en octobre 1986 que germe l'idée de fonder un regroupement régional dont la mission principale serait la défense et la promotion des pratiques d'éducation populaire autonome (ÉPA) dans Lanaudière. Dès lors, les démarches de fondation seront soutenues par la Table d'éducation populaire de la Mauricie, laquelle a été un allié important pour accomplir la démarche.

C'est la diminution constante du financement des groupes en éducation populaire autonome qui fait prendre conscience de la nécessité de s'unir et se solidariser pour agir en vue d'un changement de situation. Ainsi, les organismes d'éducation populaire de Lanaudière ont choisi de se regrouper entre eux, mais aussi de se joindre à une organisation nationale qui les aiderait à défendre leurs intérêts, le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ).

La table d'éducation populaire lanaudoise s'incorpore légalement en 1988 et tient sa première assemblée générale en mars 1989. Le nom officiel de l'organisme à cette époque est la « Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Lanaudière (TROVEPL ou TROL). Une première employée est embauchée pour assurer une permanence à 3 jours semaine et s'installe dans les locaux de la Coopérative de services multiples située à Ste-Julienne.

Déjà, la TROVEPL développe un outil vidéo de sensibilisation à l'ÉPA et une première journée de mobilisation et de visibilité en octobre 1989. Au cours de cette période la Table s'engage activement dans sa première lutte sociale, la campagne « Non à la TPS ».

La première décennie (1990-1998) : d'ÉPA et de Luites

En 1992, la table compte 34 groupes membres et s'établit au Centre diocésain sur la Place Bourget à Joliette. L'organisme changera d'employée permanente en 1994 et en 1996. À partir de 1997, deux employés seront à l'emploi de la table.

Au cours de la première décennie, la TROVEPL, financée par le ministère de l'éducation (MÉQ) s'attèle à faire la promotion de l'ÉPA tout en se consacrant à diverses luites sociales dans la perspective de la défense collective des droits.

D'éducation populaire autonome

Ainsi, des ateliers, des formations et du matériel promotionnel d'information sur l'ÉPA sont au cœur du travail de la Table, mais aussi l'organisation de journées de mobilisation et de visibilité des groupes communautaires actifs en ÉPA. Les ateliers, formations et outils développés au cours de cette décennie touchent la nature de l'ÉPA, la gestion d'un organisme communautaire ainsi que divers enjeux sociaux (le programmes d'employabilité, la fiscalité, les finances publiques). Plusieurs formations sont développées en vue de favoriser la mobilisation des groupes.

De luites sociales

Parmi les luites sociales au cœur des préoccupations, on retrouve bien entendu des luites pour le financement de l'ÉPA. Toutefois, le travail de la Table ne s'arrête pas à des revendications d'intérêts corporatifs ! Dès le début de la décennie, elle se mobilise aussi au sein des mouvements tels que : la *Coalition C-113 contre la réforme de l'assurance-chômage* en 1992, notamment avec la mise sur pied du *Comité ad hoc contre le bénévolat obligatoire pour les assistés sociaux et les chômeurs* l'année suivante. En 1995-1996, la table participe aux États généraux sur l'éducation, une initiative du Ministère de l'éducation du Québec (MÉQ) qui souhaite consulter les régions. Bien que ces États généraux soulèvent beaucoup d'espoir auprès des membres, ils se solderont sur de grandes déceptions.

Finalement, dans la seconde moitié de la décennie, la TROVEPL participe ou met sur pieds divers comités de travail et de mobilisation contre l'ensemble des coupures dans les programmes sociaux. On retrouve notamment le *Comité des programmes sociaux* en 1997-98 lequel se penche sur la réforme des programmes sociaux de la fin des années 1990,

notamment en matière d'aide sociale. Ce comité deviendra dans les années suivantes le *Comité de luttes sociales*.

Plusieurs mobilisations ont lieu en 1997-1998 : dépôt d'une pétition au bureau de Guy Chevette le 17 octobre ; rassemblement à Québec le 15 novembre ; parlement de la rue le 20 novembre ; journée nationale d'étude sur le projet de loi 186 et mobilisation le 6 avril sur cette question ; Vigile à Québec le 15 juin.

Au cours de cette décennie, la table établie de plus en plus de liens avec d'autres regroupements de la région, notamment à travers la *Commission des groupes communautaires de la région*.

La décennie qui suit sera extrêmement active et chargée en changement de toutes sortes !

Une deuxième décennie (1998-2008) : Changement d'identité pour les 10 ans de l'organisme... et la lutte continue !

Changement d'identité : la TROVEPL devient MÉPAL

En 1998-1999, la TROVEPL entreprend de changer de nom. En effet, plusieurs Table d'éducation populaire, dont celle de Lanaudière, décident de trouver un nom qui se rapprochera davantage de celui du regroupement national, le MÉPACQ et qui symbolisera davantage leurs priorités. C'est ainsi que la TROVEPL se nommera dorénavant le MÉPAL, soit le Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière !

Des nouveaux lieux d'implication

Au cours de cette période, la *Commission régionale des groupes communautaires* est abolie, afin de maintenir son réseau, le MÉPAL s'investit à la Table Régionale des organismes communautaire de Lanaudière (TROCL), notamment par une implication sur le CA de cette table régionale en 2002-2003. De plus, poursuivant son implication auprès du *Comité de formation de la MRC de Joliette*, le regroupement prend les rênes du *Centre de formation de Lanaudière* pour quelques années. À partir de 2002, le CFRL devient autonome, et le MÉPAL y poursuit son implication, notamment à travers le comité de programmation.

De plus, le MÉPAL prolongera sa collaboration tant avec le CRFL qu'avec la TROCL au sein du *TRIO* dont le mandat était de mettre en communs les expertises et préoccupations respectives en vue de développer des formations et outils aux profits des organismes communautaires.

Installation des bureaux du MÉPAL au Carrefour des organismes dans le cadre du projet Carré St-Louis

C'est aussi au cours de cette décennie que le MÉPAL s'installe au Carrefour des organismes (COL) du Carré St-Louis et commence à s'impliquer dans la coopérative de gestion de cet établissement. Le Carré St-Louis est composé de bâtiments donnés par la Congrégation des Sœurs des Saints Cœurs de Jésus et de Marie en vue d'y installer un complexe d'organisme voués à la lutte à la pauvreté.

Un début de siècle chargé en luttes sociales !

Au cours de la première décennie des années 2000, le MÉPAL ne chôme pas. Tant au niveau des luttes de reconnaissance corporative ou de la mise en place d'instance favorisant l'éducation populaire autonome, qu'au niveau des luttes sociales telles les luttes à la pauvreté que des luttes antimondialistes, il est de tous les fronts.

Lutte pour la reconnaissance et le financement des organismes d'action communautaire autonome

Avec la fermeture que démontre le MÉQ à la reconnaissance de l'Éducation populaire autonome, le MÉPAL s'investit dans les démarches pour l'obtention de la Politique de reconnaissance et de financement de l'action communautaire autonome en participant à plusieurs rencontres nationales sur la question. En 2000, le regroupement obtient pour la première fois un financement du *Secrétariat à l'action communautaire autonome* (SACA). Ce financement deviendra un financement récurrent.

En 2007-2008, le MÉPAL s'implique activement dans des campagnes pour la reconnaissance des groupes en défense collective des droits dont la campagne *Tannée d'être dans le rouge*.

Lutte à la pauvreté

En ce qui a trait aux luttes, en 1999-2000, le mouvement s'implique activement dans l'élaboration du *Projet de loi sur l'élimination de la pauvreté*, notamment en organisant une journée d'étude sur la question ainsi qu'en participant à l'organisation d'un

Rassemblement à Québec. En 2002, il sera d'ailleurs le poteau régional du *Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté*.

Résistances antimondialisation

Puis en 2001, alors que se prépare le Sommet des Amériques de Québec, le MÉPAL forme une *Coalition régionale sur la mondialisation* avec plusieurs alliés (syndicats, CÉGEP de Joliette, groupes communautaires, pastorale sociale). Cette Coalition organise une soirée avec Michel Chartrand et Françoise David. De plus, elle mobilise environ 500 personnes pour la grande marche pacifique contre le Sommet des Amériques qui se tient à Québec le 21 avril 2001. C'est donc un contingent d'une dizaine d'autobus qui partent de Lanaudière pour cet événement. Du jamais vu pour la région !

Cette mobilisation donnera naissance, en 2006, à *Solidarité Lanaudière* une table préoccupée d'abord et avant tout par les effets de la mondialisation et du néo-libéralisme. Les aspects abordés dans ses rencontres et formations touchent donc le libre-échange, les conditions de travail, l'environnement, les services publics, l'agriculture et bien plus. Cette table s'inscrit dès lors dans le sillon des Forums sociaux, en effet elle organisera le Forum social Lanaudois tenu en avril 2009.

Transformation du Comité de luttes sociales et naissance du Collectif anti-pauvreté de Lanaudière (CAP-L)

Le 12 avril 2005, le *Comité de luttes sociales* devient le *Collectif pour anti-pauvreté de Lanaudière (CAP-L)*. Ce collectif a pour but de faire la promotion du plan de lutte contre la pauvreté et de la loi sur l'élimination de la pauvreté. Il agit aussi comme courroie de transmission régionale pour le *Collectif pour un Québec Sans Pauvreté*. Ce comité sera dès sa fondation reconnu comme indépendant du MÉPAL, cela dit la table agira comme responsable principal du CAP-L. En effet, le MÉPAL est alors responsable de la préparation des rencontres, des comptes rendus ; d'assurer les communications, dont la rédaction du *Bulletin l'Incitatif* ; d'assurer la recherche et rédaction de pour divers outils ; d'effectuer la représentation auprès du regroupement national ; faire la tenue des livres comptable. À partir de ce moment, le MÉPAL siège au sein du collectif au même titre que les autres organismes membres.

Avec le CAP-L, plusieurs activités de sensibilisation en matière de pauvreté sont organisées. Notamment au cours de l'année 2008, une campagne médiatique agrémentée d'articles et de bandes dessinées diffusées dans les journaux régionaux. La même année, le Collectif organise la présentation de la pièce de théâtre « PDESC'QUOI » en collaboration avec Mise au jeu.

Poursuite de sa mission d'éducation populaire

Quant aux activités d'éducation populaire, en 2003-2004, le MÉPAL réalise une formation spécifiquement sur l'ÉPA. L'année suivante le mouvement tiendra une Rencontre sous le thème « Des cœurs », puis une formation intitulée « Des luttes et des droits ». En 2005-2006, deux autres formations seront proposées aux groupes membres. La première touche à la pauvreté « Couvrir les besoins et sortir de la pauvreté au Québec ». La seconde porte sur la mobilisation dans une perspective de lutte « Ça nous touche, on bouge ».

L'année 2006-2007 a été une année chargée avec un atelier-jeu « Serpents-Échelles », un atelier sur la construction et la déconstruction des préjugés avec la diffusion du film « Paroles d'exclue » ainsi que la production d'un CD de « Vingt outils et plus pour aider les organismes communautaires dans leur travail au quotidien ». Puis en 2007-2008, le MÉPAL offre à deux reprises une formation sur l'auto-évaluation à l'intention des organismes communautaires.

2008-2018 : Décennie de changements et de restructuration

L'année 2008-2009 marque le 20^e anniversaire du MÉPAL. Pour l'occasion, l'organisme renouvelle son image avec un nouveau dépliant et un nouveau logo. De plus, on profite de l'occasion pour diffuser un kit d'information sur le MÉPAL. Celui-ci contient une description de ses orientations, de son fonctionnement générale, des actions et des dossiers qu'il couvre ainsi qu'un bref historique.

En janvier 2009, les membres du regroupement se réunissent lors d'une assemblée spéciale pour réfléchir aux orientations qu'il doit prendre dans l'avenir. Dans la foulée de ces réflexions, le CA établit cinq (5) nouvelles priorités :

- 1) Augmenter la visibilité et la reconnaissance du MÉPAL
- 2) Favoriser l'adhésion aux pratiques d'ÉPA
- 3) Viser une plus grande justice sociale
- 4) Favoriser une vie associative plaisante et riche
- 5) Recentrer les représentations sur la mission principale d'ÉPA et de luttes sociales

Le CA se retire donc des lieux du CA de la TROCL et de celui du CRFL. De plus, peu à peu le TRIO cessera d'exister.

Un engagement plus actif dans la lutte à la pauvreté

Suite à cette réévaluation de ses priorités, le MÉPAL s'investira davantage dans la lutte à la pauvreté à travers le Collectif anti-pauvreté Lanaudière en organisant des mobilisations, formation et campagne de sensibilisation.

Notamment, on organise un rassemblement pour discuter du 2^e Plan de lutte à la pauvreté en 2009, on participe activement à l'organisation du 17 octobre avec Action dignité Lanaudière, on contribue à mousser les campagnes de cartes postales du Collectif pour un Québec sans pauvreté dans le cadre de la campagne « Bâtir un Québec sans pauvreté ».

Plusieurs formation sur la thématique de la pauvreté sont organisées dont une formation sur « L'industrie de la pauvreté » en mars 2010, une formation sur « Les préjugés liés à la pauvreté » qui permet de tester l'outil de fiches pédagogiques produits sur cette thématique qui débouchera en 2012 sur la « Trousse d'animation sur les préjugés liés à la pauvreté ».

De plus, un signet pour dénoncer les préjugés liés à la pauvreté est produit et on mobilise afin d'aller manifester contre la hausse des tarif le 1^{er} avril 2010. Le bulletin d'information *L'INCITATIF* du CAP-L sera diffusé une fois par mois. Puis, en 2011 une pièce de théâtre « Les contes des richesses » est présenté en octobre 2011.

Puis une campagne pour revendiquer un revenu minimal correspondant à la mesure du Panier de consommation est lancée. Prestation artistique, tournée de formation et pétition sont au menus.

D'autres luttes sociales sont aussi mise de l'avant

Au cours de cette période, on fait aussi la promotion de d'autre dimension de la justice sociale notamment en matière d'écologie et de défense collective des droits sociaux avec les formations « Écologie et justice sociale » et « L'exercice des droits, un projet de société ».

La question de la reconnaissance et du financement des organismes est aussi abordé en 2012 avec un atelier « Faisons la corde à linge ». Cette même année, le MÉPAL mobilisera des membres en vue d'appuyer le plus important mouvement étudiant que le Québec a connu jusque-là.

Favoriser la visibilité de l'ÉPA et du MÉPAL

Suivant ses nouvelle priorité, en 2011-2012, l'organisme s'affaire à mousser la promotion de l'ÉPA et souhaite augmenter son recrutement. En ce sens il organise des campagnes qui ont lieu au mois de février : « Bâtir une société de cœurs ». Elle vise à renseigner sur l'ÉPA, sur les groupes membres du MÉPAL et sur les luttes en cours. Suites à ces campagnes quelques organismes se joignent à la table.

2015-2016 : Une année charnière

En 2015-2016, le MÉPAL vit de grands changements ! D'abord, après 10 de stabilité, il y a un changement de coordination. Ensuite, au cours de l'été, l'organisme tient un Lac-à-l'épaule avec ses membres. Cette activité a pour but de mieux connaître les volontés des groupes membres pour l'avenir du MÉPAL. Cela débouche sur une volonté de restructuration des activités, de recentrement sur la vie associative interne du MÉPAL et sur la nécessité de réévaluer la division et l'organisation du travail au sein de l'équipe.

Le programme de restructuration et de réorganisation du travail est adopté à l'assemblée générale annuelle tenue le 20 octobre 2015. Puis au cours de l'automne, la seconde employée permanente qui avait tenu le navire tout au long de la décennie précédente quitte à son tour. Le poste temps plein d'agente de bureau est alors aboli et une nouvelle agente de mobilisation, liaison et à la vie associative est embauchée en janvier.

Changement d'image et intégration des nouvelles technologies

Au cours de l'été 2015, une employée étudiante temporaire est embauchée afin de refaire l'image du MÉPAL de fond en comble : nouveau logo, nouveau dépliant, nouvelles

couleurs. On passe du bleu et jaune au rouge et noir. Le nouveau graphisme souhaite représenter davantage l'esprit combatif que souhaite porter le MÉPAL.

Cette employée a aussi pour mission d'intégrer les nouvelles technologies. Elle construit donc un site internet présentant les nouvelles couleurs et introduit le MÉPAL sur Facebook.

De plus, l'infolettre du MÉPAL devient le CLIC Gauche. D'abord conçu sous forme de revue, il est rapidement transféré sur une plate-forme numérique destiné à la production d'infolettre. Ainsi, les nouvelles des membres, les nouveaux outils, les mobilisations et les nouvelles en provenance de divers acteurs régionaux et nationaux sont facilement transmis mensuellement aux membres qui ne sont plus qu'à un clic de l'information.

Nouveau comité permanent interne et retrait du CAP-L

Au cours de l'hiver, le MÉPAL se dote d'une politique sur les Comités qui implique la formation d'un comité permanent. Il s'agit du *Comité ÉPA et Lutte sociales*. Le comité se réunit deux fois au cours de l'année 2015-2016. Il établit alors ses priorités et choisi d'effectuer une consultation auprès de groupes membres en vue de préparer un Journée de l'éducation populaire autonome au cours du mois de novembre 2017. Les thèmes ciblés touchent la lutte à la pauvreté, la désinformation, l'immigration, le racisme, la mobilisation sociale et politique.

